

« Choice of Europe: globalization or re-sovereignization »

The evolution of relations UE-Russia/ Anne-Marie Lizin, honorary speaker of the belgian senate

Genève, club de la presse / 6 march 2015

1°) Le moment est bien choisi, quelques jours après le 70^e anniversaire de la signature des accords de Yalta. Les tensions sont à leur maximum, l'anniversaire est marqué à Bruxelles par un colloque « européen » polonais, dont l'objectif est de démontrer les dégâts causés par cet accord de Yalta sur la Pologne, et donc sur l'Europe. Cette histoire de l'Europe n'est pas dite, et elle s'écrit au gré des divergences, des confrontations et des périodes de calme. Nous sommes dans une période de confrontation

2°) La génération des 20 à 40 ans d'Europe occidentale n'a plus entendu parler du rôle de l'armée russe dans la victoire de 40-45, elle ignore ce chapitre de l'histoire. La jeunesse des pays qui ont adhéré à l'Union européenne en 90-91 considère ces éléments comme de l'ancienne propagande communiste, et en dénature l'importance. La politique de communication sur ce rôle est cependant fondamentale pour maintenir le lien existentiel entre UE/ RUSSIE. Les témoignages des leaders de l'armée russe recueillis en 2014 par les anciens généraux (mr Kulykov) sont à cet égard un monument historique

3°) Si l'Union Européenne a évité le rappel de Yalta, c'est aussi parce que Yalta était bien en Russie... en février 1945. Depuis le lend-lease en juin 41, poursuivi pendant toute la guerre, puis les actions courageuses de l'armée russe, la libération des camps qui a vu des prisonniers libérés russes se retrouver dans certains bataillons américains, tant d'événements peuvent en fait rappeler les points communs. Mais ils sont oubliés au bénéfice des différences. Yalta a consacré la division de l'Allemagne, la réduction du territoire polonais, l'envoi de populations juives survivantes en Pologne vers la Palestine... Yalta consacrait la victoire des armées russe, américaine et anglaise et offrit à la France un strapontin doré en faisant les premiers pas vers l'ONU. Une célébration digne devrait dépasser, dans le futur, le silence de 2015...

4°) La guerre froide passa par là, avec ses amitiés, ses relations agricomunistes, ses échanges bien réels entre BMW et l'acier de l'Allemagne de l'Est, ses « Helsinki baskets », puis enfin la CSCE, les hongrois qui passent la frontière d'Autriche en août 89, et puis la lente progression des pays qui reprennent leur liberté par rapport à l'URSS et au Comecon. Pour ajouter un souvenir personnel, je suis à ce moment là, Secrétaire d'état aux affaires européennes, pour le gouvernement belge et notre grande ambition est de réussir l'ACTE UNIQUE (Single act) sous la direction de Jacques Delors, qui en a fait le grand projet de la Commission européenne, de 88 à 92. En plein milieu de la période choisie pour la mise en œuvre de ce Traité dans les Etats membres (15) je commence à recevoir des envoyés des « pays de l'Est », comme ils ne veulent déjà plus être appelés.

5°) Nous découvrons une incroyable soif d'Europe et une véritable méconnaissance des mécanismes régissant cette Europe depuis 58 : les polonais sont les plus demandeurs, ils ont même un pape catholique qui les pousse, les estoniens, les lithuaniens... Certes les envoyés changent bien souvent mais l'idée de base est bien l'adhésion, même si les économies ne sont pas prêtes, alors la pas du tout... Tout sera politique : l'élargissement ou l'approfondissement, les deux options en débat sont bouleversées, plus personne n'en doute : ce sera l'élargissement à toute vitesse. Tout est décidé en quelques mois : ce sera oui pour tous. L'Autriche propose même de réimprimer les papiers d'identité pour tous les citoyens slovènes et croates... Le droit international est quelque peu

bafoué en ex Yougoslavie, l'Allemagne veut à tout prix la reconnaissance de l'état slovène par l'Europe. Maastricht en mars 92 crée l'euro et ses mécanismes incomplets de contrôle des budgets nationaux, mais cela n'a guère retardé le processus le plus important : l'élargissement à toute allure. L'Ukraine est aux abonnés absents, comme la Biélorussie

6°) Mitterrand avait bien tenté quelques lenteurs, mais la machine était trop forte : la réunion des deux Allemagnes fut le moment décisif. Comme vice présidente de l'Internationale socialiste à ce moment là, j'ai vécu un moment très révélateur. Willy Brandt, déjà très âgé, présidait une réunion au Caire au moment clé. Certes Kohl l'appelait sans arrêt sur le thème de la réunification, qui avait fait pleurer Brandt. Mais au Caire, il le prévenait des positions d'Oskar Lafontaine, qui refusait d'appliquer un mark pour un mark de l'est, et lui demandait de faire changer le SPD. Pour Willy Brandt, cette position de frein que Lafontaine voulait imposer dans ce débat ultrarapide de la réunification et de ses conditions financières pour l'Allemagne, était inacceptable. Le fait d'être dans l'opposition n'avait rien à faire à côté de l'énorme image positive de cette réunification. Cela valait tous les sacrifices. L'Allemagne a payé cher pour cela, mais dans l'émotion et l'enthousiasme. Willy Brandt est mort heureux.

7°) Nous entamons avec la Russie la période du Président Yeltsine. Les Balkans flambent, la Bosnie occupe l'Europe et l'Otan. Les fonctionnaires européens réapprennent la géographie de l'Est européen les noms des villes, des pays : Kaliningrad fait l'objet d'un long processus de négociation, l'OSCE s'installe à Vienne et son assemblée à Copenhague.

La Transnistrie, la Moldavie, et même le Nagorno-Karabagh : autant de redécouvertes des réalités géopolitiques des relations avec la Russie, et aussi avec l'armée russe.

Le Caucase est bien loin et les Balkans trop prenants : rien de ce qui se passe dans le Caucase ne va vraiment concerner la politique de l'union européenne : soubresauts de l'indépendance azérie, droits de l'homme en Tchétchénie et au Daghestan, Abkhazie et Ossétie du sud sont des informations qui parviennent à l'OSCE mais qui ne percolent pas dans les structures de l'Union européenne. La Pologne a accepté des 93 les frontières avec l'Allemagne, l'Europe peut procéder à ses politiques économiques avec des frontières reconnues par tous. En 94, le « partnership et coopération agreement » est signé entre UE et Russie

8°) L'accord de Dayton en 95 montre le rôle américain en Europe, confirme cette position de manière éclatante, c'est l'Otan qui reste au cœur du dispositif. L'Europe développera le volet économique uniquement, à quelques détails près. Mais le diable est dans les détails : Dayton ne parle pas du Kosovo? Les Kosovars sont prêts à la bataille, elle commence quelques mois plus tard dans la Drénica, avec la création de l'UCK. L'Albanie sort de son isolement et se révèle un bon allié pour l'OTAN.

9°) Le Président Poutine prend les rennes de la Russie au début de janvier 2000 : l'Union Européenne est occupée à assimiler son extension, elle se redécouvre en quelque sorte. Pour le Président Poutine, le Kosovo est l'exemple de trop, la Russie combat à visage découvert les étapes qui vont conduire le Kosovo à son indépendance en 2008, à partir des accords de Rambouillet en juin 99. Après une période d'observation, les tensions réapparaissent, même si elles ne sont pas le fait de l'union européenne. Ce sera en Ukraine en 2004, avec l'occupation de Maidan et l'arrivée au pouvoir de YOUCHENKO et Youlia Timoschenko, en opposition avec les forces alliées de la Russie. L'union européenne va, dès le premier contact, décevoir profondément le président Youchenko : il me le dira au sénat belge que je préside alors depuis quelques mois, quand il vient pour la première fois en visite officielle à Bruxelles.

10°) L'OTAN va prendre le relais de l'OSCE, et le sommet de l'Otan à Bucarest en 2007 est le plus tendu depuis longtemps. C'est la Géorgie qui est poussée en avant, mais le sommet de Bucarest en nov 2007 est clair, les limites fixées à

l'époque de Yelstine ne seront pas dépassées. Inutile de rappeler les résultats de l'action d'août 2008, et l'évolution en Abkhazie et en Ossétie du sud.

11°) L'Europe entame alors sa politique de voisinage, avec de sérieux tâtonnements au début.

Elle démontre sa connaissance assez limitée des parcours historiques des indépendances dans le Caucase, en proposant tout d'abord des processus conjoints, arménie, azerbaïdjan, géorgie, pour aller plus vite à l'essentiel. L'union va mettre trois ans à accepter qu'il faut travailler dans des relations bilatérales avec chacun des pays du caucase. Mais cette politique de voisinage va vivre des moments hésitants, et doit dès le départ tenir compte de la force retrouvée de ses États membres de l'est : la Pologne est devenue le porte-parole anti-russe dans l'Europe où elle a acquis un rôle fort, elle entraîne avec elle des discours parfois inacceptables de la Lituanie, de la Lettonie, tous anti russe à des degrés divers. Seule la Hongrie présente une analyse sereine du passé. La Pologne tient chaque année à Krynica un grand colloque qui fait le point sur ses relations avec l'Europe, et ses « mauvaises relations » avec la Russie.

Ajoutons que le sud de l'Europe veut une politique de voisinage vers le Maghreb et le Mashrek.

12°) De son côté, le Président Poutine travaille à rassembler les pays voisins de la Russie : en 2008, il signe un nouvel Accord avec l'Union européenne, et en 2010 le partenariat pour la modernisation. Entretemps il prépare l'Union euro-asiatique et en installe les structures. Le Kazakhstan, la Biélorussie puis l'Arménie en font partie.

13°) Le sommet de Vilnius, en novembre 2013, est un sommet de l'Union européenne qui doit faire aboutir en accords d'association les relations développées par l'Union au sein de son partenariat oriental/ Moldavie, Biélorussie, Ukraine, Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie sont sollicitées à ce titre de voisins privilégiés.

Détaillons cette liste :

- Arménie : relations privilégiées avec la Russie, avec adhésion à l'Union eur-asiatique
- Azerbaïdjan : cherche un accord avec l'Europe sur des points précis (visas) mais n'a pas souhaité un accord plus profond
- Géorgie : accord en cours
- Biélorussie : paralysie des relations, depuis les dernières élections présidentielles en 2009. Malgré les efforts de Minsk, aucun signe de réouverture n'apparaît
- Moldavie : la situation est toujours celle qui prévaut depuis 95, transnistrie avec statut particulier, la Moldavie signe avec l'Union sans rompre avec la Russie
- Ukraine est le cas le plus difficile : les hésitations de Mr Yanoukovich ont provoqué les faits de décembre 2013, il ne signe pas l'accord proposé, annonce l'accord avec la Russie. Son pays flambe. Avec le nouveau gouvernement, l'Europe signe un accord en deux phases. La Crimée rejoint la Russie. Le désappointement après les événements de 2004 était cependant perceptible en Ukraine, mais la volonté d'être européen a dominé. Les Ukrainiens ont des attentes énormes vis-à-vis de l'Europe, qui en parallèle doit aussi régler sa crise de l'euro

14°) L'Union européenne est solide et prudente. Elle se différencie de l'Otan, dont elle assume cependant souvent les suites d'action mal calibrées (pour ne pas parler de la Libye et de la Syrie). Les erreurs de 2004 se payent aujourd'hui en Ukraine, et ne pourront se faire oublier qu'au prix de concessions financières pour relever ce pays est-ce pour autant un recul qui est en cours au sein de cette Union européenne, vers la souveraineté ? Je ne le pense pas : la Grande Bretagne ne mettra pas ses menaces en œuvre, la Grèce trouvera son chemin dans ces mécanismes

libéraux, et les partis fortement anti-européens dans les pays du centre de l'Europe ne gagneront pas. L'Europe sera même l'argument qui leur fera perdre leur électorat : le plus petit chef d'entreprise , en France, en Allemagne au Danemark, ne peut plus ignorer quel marché est le sien, l'argument domestique est perdu d'avance.

Anne-marie Lizin
présidente honoraire du Sénat de Belgique
www.lizin.org